

CONV 401/02

WG X 12

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail X "Liberté, sécurité et justice"
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 8 novembre 2002

La cinquième réunion du groupe s'est tenue le 8 novembre 2002 (après-midi) sous la présidence de M. John Bruton, membre du Praesidium. La liste des participants figure en annexe.

Le groupe a longuement débattu du document de travail 05 soumis par le président et exposant des thèmes et des éléments qui pourraient figurer dans le rapport final du groupe.

Entres autres, les tendances générales suivantes se sont dégagées lors de cet échange de vues:

- la perspective de supprimer la structure en piliers actuelle et de réunir les matières relevant de l'espace de liberté, de sécurité et justice dans un cadre juridique commun a été accueillie favorablement par la grande majorité des intervenants. Il a été accepté que cette modification n'exclurait pas des règles de procédure spécifiques pour certains aspects qui relèvent pour l'instant du troisième pilier, mais plusieurs membres ont demandé que l'on examine attentivement l'opportunité de telles règles et que l'on s'en tienne à un minimum en la matière.
- En ce qui concerne la politique d'asile, plusieurs intervenants ont soutenu les suggestions présentées dans le document visant à reformuler l'article 63 du TCE, à adopter la codécision avec vote à la majorité qualifiée et à consacrer un principe général de "répartition des charges" (burden sharing), qui s'appliquerait non seulement à la politique d'asile, mais aussi aux politiques d'immigration et de contrôle des frontières.

- Pour ce qui est de la portée de la politique d'immigration, l'ambition exprimée dans le traité actuel a été jugée globalement acceptable, mais la question du recours à la codécision avec vote à la majorité qualifiée a été posée, en particulier dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.
- Plusieurs membres ont mentionné la nécessité de la création d'une base juridique permettant l'élaboration progressive d'un système intégré de contrôle des frontières extérieures de l'Union.
- Il a été généralement reconnu que les instruments juridiques du troisième pilier actuel doivent faire l'objet d'une réforme. La suppression des conventions et le remplacement des décisions-cadres et des décisions (telles que définies par l'article 34 du TUE) par des règlements et des directives (ou par les actes qui les remplaceront) ont obtenu un large soutien.
- Les intervenants ont demandé avec insistance une définition plus claire de la portée de la législation de l'Union relative au rapprochement des dispositions en matière de droit pénal. En particulier, la suggestion de consacrer certains critères, permettant ainsi de définir plus concrètement la subsidiarité dans ce domaine a obtenu un large soutien. Certains membres étaient également d'avis que le Traité devrait mentionner un certain nombre de types ou domaines spécifiques de la criminalité en vue d'un rapprochement éventuel des législations, alors que d'autres membres se sont montrés sceptiques par rapport à cette suggestion.
- Les intervenants se sont prononcés largement en faveur de l'inscription dans le Traité du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière de droit pénal; comme l'ont indiqué plusieurs participants, ce principe devrait avoir pour corollaire l'introduction de règles communes ou de normes minimales pour certains éléments de procédure (adoptées par vote à la majorité qualifiée). Des règles communes en matière de collecte et d'admissibilité des éléments de preuve ont été mentionnées à plusieurs reprises.
- La grande majorité des intervenants a reconnu la nécessité de s'écarter de la règle de l'unanimité dans le domaine de la coopération en matière pénale; ces membres appellent, avec diverses nuances dans les détails, à une extension du vote à la majorité qualifiée et de la codécision, ce qui paraît, en général, plus simple dans le domaine de la coopération judiciaire et de la procédure pénale.
- Plusieurs intervenants ont proposé d'accorder à un groupe d'États membres, dans le domaine qui relève actuellement du troisième pilier, un droit d'initiative s'ajoutant au droit d'initiative de la Commission.

- Une orientation générale s'est dégagée en faveur de l'idée de rendre le cadre général des compétences de la Cour européenne de justice applicable au domaine de la justice et des affaires intérieures. Un membre a cependant suggéré la nécessité d'une dérogation de compétence limitée, telle que prévue actuellement par l'article 35 § 5 du TUE.
- Plusieurs membres se sont déclarés favorables à une nouvelle extension des compétences d'Europol; selon certains, ceci pourrait se fonder sur une base juridique plus brève et générale, qui ne devrait cependant pas être illimitée.
- Un certain nombre d'intervenants se sont montrés ouverts à la perspective d'instituer la fonction de procureur européen (qui, selon une proposition, pourrait être organisée en collège). Toutefois, un membre a fait part de ses doutes à ce sujet.
- La suggestion de renforcer la coopération opérationnelle au sein du Conseil a rencontré un certain soutien. Nombre d'intervenants n'ont toutefois pas souscrit à l'idée d'un "haut représentant" pour la justice et les affaires intérieures au niveau politique.
- La proposition visant à maintenir le rôle des parlements nationaux en matière de droit pénal a reçu un accueil positif. Dans ce contexte, un membre a évoqué la nécessité d'envisager d'éventuelles garanties en vue de préserver ce rôle.

A l'issue de la réunion, le président a annoncé qu'il allait élaborer, sur la base du document de travail et des débats au sein du groupe, un premier projet de rapport final du groupe qui serait examiné lors de la réunion du 22 novembre 2002. Il a également fait savoir qu'en principe, le groupe se réunirait pour la dernière fois le 27 novembre 2002, mais que, le cas échéant, il serait à nouveau convoqué le 28 novembre 2002 pour adopter le rapport final.

**Liste des membres du groupe de travail qui ont assisté à
la réunion du 8 novembre 2002**

M. John BRUTON, président, membre du Praesidium

de BRUIJN Thom

BURY Hans-Martin

CAREY Pat

DASTIS Alfonso

FLOCH Jacques

GRABOWSKA Genowefa

HAENEL Hubert

HEATHCOAT AMORY David

LEKBERG Sören

LOPÉZ GARRIDO Diego

MEYER Jürgen

NAGY Marie

PACIOTTI Elena

PELTOMAKI Antti

VAN LANCKER Anne

VASSILIOU Androula

VITORINO Antonio
